

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.163/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 23 février 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment à la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal le 1^{er} mars 1991", a donné le 16 mars 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Compétence de l'auteur de l'acte

En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 4°, et alinéa 5, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tels que rétabli pour la première de ces dispositions et complété pour la seconde par la loi spéciale du 12 août 2003, les régions sont, depuis le 30 août 2003, compétentes pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Sur la portée de la compétence régionale, outre l'avis 35.701/VR/V, donné le 16 juillet 2003 par les chambres réunies des vacations du Conseil d'État, sur le projet devenu la loi spéciale du 12 août 2003 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Doc. Parl., Sénat, S.E. 2003, 3-89/1), voyez l'avis 36.630/1, donné le 16 mars 2004 par le Conseil d'État, sur une proposition de décret "houdende wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie" (Doc. Parl., VI. Parl., 2003-2004, n° 1979/2); en doctrine, voyez N. CRUTZEN, "Questions juridiques à propos de la régionalisation des licences d'armes", R.B.D.C., 2003/2, pp. 101-123.

L'autorité fédérale est, quant à elle, notamment compétente pour l'établissement des normes de produits (voir l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 2, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée) ⁽²⁾.

La convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal le 1^{er} mars 1991, à laquelle l'ordonnance en projet entend porter assentiment, invite tout État partie à prendre les mesures nécessaires et effectives pour interdire et empêcher, d'une part, la fabrication sur son territoire d'explosifs non marqués (article II) et, d'autre part, l'entrée sur son territoire ou la sortie de celui-ci, des mêmes explosifs (article III), outre d'autres mesures particulières liées au contrôle de la détention des explosifs non marqués, à la destruction des stocks existant et à la prévention d'une utilisation desdits explosifs à des fins contraires aux objectifs de la convention (article IV).

Il en résulte que la convention visée constitue, depuis l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 12 août 2003 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, un traité mixte qui devra recevoir l'assentiment des chambres législatives fédérales et des parlements régionaux. Dans le commentaire de l'article 3 de la convention, l'exposé des motifs se prononce en ce sens.

Formalité préalable

Étant donné que l'accord du Ministre du Budget doit être préalable à la délibération en Gouvernement, l'accord donné par le Ministre du Budget le 18 février 2005 - alors que l'avant-projet d'ordonnance a été examiné par le Gouvernement le 17 février 2005 -, n'a pas été recueilli régulièrement.

⁽²⁾ Selon la Cour d'arbitrage, les normes de produits "sont des règles qui déterminent de manière contraignante les conditions auxquelles un produit doit satisfaire, lors de la mise sur le marché, entre autres en vue de la protection de l'environnement. (...)" (C.A., arrêt n° 10/95 du 2 février 1995, considérant B.1.3.).

Observations particulières

1. L'article V de la convention établit une Commission internationale technique des explosifs, composée d'au moins quinze membres et d'au plus dix-neuf membres nommés par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale parmi des personnes proposées par les États parties à la convention; les membres de la commission sont des experts ayant une expérience directe et substantielle dans les domaines de la fabrication ou de la détection des explosifs, ou des recherches sur les explosifs.

En raison du caractère mixte de la convention soumise à l'assentiment, la Belgique ne pourrait mettre en oeuvre cette faculté de proposer un expert qu'après qu'un accord de coopération ait été conclu entre l'État fédéral et les Régions aux fins de déterminer les modalités de désignation d'un tel expert.

2. Selon l'exposé des motifs de l'ordonnance en projet, l'annexe technique à la convention a déjà fait l'objet d'un amendement conformément à la procédure des articles VI et VII de la convention, amendement qui serait entré en vigueur le 27 mars 2002 et qui aurait pour objet la suppression de l'agent ortho-Mononitrotoluène (o-MNT) de la liste des agents de détection.

Il y a lieu également de porter assentiment à cet amendement qui doit être annexé au projet d'ordonnance.

L'avant-projet sera complété en ce sens.

3.1. L'article VII, 3, de la convention prévoit une procédure particulière pour approuver des amendements de l'annexe technique à celle-ci : si un amendement proposé selon la procédure prévue par les articles VI et VII de la convention n'a pas été rejeté par cinq États parties ou davantage par notification écrite adressée au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale dans les nonante jours suivant la date de la notification de l'amendement par le Conseil, il est considéré comme ayant été adopté

.../...

et entre en vigueur cent quatre-vingt jours plus tard ou après toute autre période prévue dans l'amendement proposé pour les États parties qui ne l'auraient pas rejeté expressément.

En ce qui concerne l'amendement de l'annexe technique, ces dispositions mettent donc en oeuvre une procédure qui peut aboutir à ce que la Belgique soit liée par un amendement sans que les assemblées législatives y aient donné leur assentiment.

3.2. Il peut être admis que, dans certaines conditions, les assemblées législatives, et donc le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, peuvent donner leur assentiment préalable à une convention ou à un amendement à celle-ci ⁽³⁾.

Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, § 3, de la Constitution, il faut néanmoins que le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale connaisse les limites dans lesquelles il est donné ⁽⁴⁾.

En l'espèce, l'annexe technique décrit les explosifs visés par la convention et les substances constituant des agents de détection au sens de la même convention et les articles VI et VII fixent les règles de procédure selon lesquelles les amendements à cette annexe peuvent intervenir, les États parties conservant le pouvoir de rejeter expressément les amendements proposés auquel cas ils ne sont pas liés par les dispositions de ceux-ci. Dans ces conditions, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale pourrait être invité à donner son assentiment préalable à ces amendements ultérieurs.

⁽³⁾ Cass., 19 mars 1981, Pas., 1981, I, n° 417; J.T., 1982, pp. 565-567 et la note de J. VERHOEVEN.

⁽⁴⁾ Voir l'avis 37.900/VR, donné le 25 janvier 2005 par les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet de loi "portant assentiment aux Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, «INTELSAT», adoptés à Washington le 17 novembre 2000" et les nombreuses références citées.

Si l'intention des auteurs du projet est d'obtenir un assentiment aux amendements futurs, il y a lieu de compléter l'avant-projet par une disposition nouvelle rédigée comme suit :

"Les amendements à l'annexe technique de la Convention, qui seront adoptés en application de l'article VII, 3, de la Convention, sans que la Belgique s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet."

3.3. Les observations qui précèdent n'enlèvent rien au fait qu'en application de l'article VII, 3, de la convention, il est possible que l'annexe technique fasse l'objet d'amendements sur lesquels, le cas échéant, les assemblées législatives ne peuvent marquer leur accord.

Afin de permettre au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale de notifier au Gouvernement qu'il n'approuve pas un amendement donné, il y aurait lieu de compléter le projet par une disposition qui prévoit l'obligation pour le Gouvernement de lui communiquer, dans un délai déterminé, tout amendement à l'annexe technique adopté selon la procédure prévue à l'article VII, 3, ce qui permettra au Gouvernement de prendre attitude quant au rejet éventuel de l'amendement.

3.4. L'assentiment anticipé aux amendements qui seraient apportés à l'annexe technique selon la procédure examinée, qui résulterait de l'ordonnance en projet, n'emporte pas dérogation à l'obligation, qui découle de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, de publier au Moniteur belge ces amendements pour qu'ils produisent leurs effets en droit interne.

L'article 190 de la Constitution réserve à la loi la compétence de déterminer les formes dans lesquelles doivent être publiés les lois et règlements pour être obligatoires. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet déclaré les traités inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au Moniteur belge ⁽⁵⁾.

L'absence de publication au Moniteur belge n'aurait pas soulevé d'objection si la convention, qui sera publiée au Moniteur belge, avait elle-même prévu les formes dans lesquelles ces amendements seront publiés ⁽⁶⁾.

En conséquence, il y aura lieu de publier au Moniteur belge les dispositions des amendements futurs à l'annexe technique de la convention.

4. Il y a lieu de joindre une traduction de la convention en langue néerlandaise puisqu'il n'existe pas de texte authentique en cette langue.

⁽⁵⁾ Cass., 11 décembre 1953, Pas., 1954, I, p. 298; 19 mars 1981, précité.

⁽⁶⁾ Les règles édictées par les organes d'institutions internationales peuvent en effet être rendues obligatoires en droit interne du fait de leur publication dans le bulletin ou le journal officiel édité par ces institutions, par l'effet des clauses contenues dans les traités y relatifs (B. HAUBERT et C. DEBROUX, "L'application du droit international par le juge administratif", A.P.T., 1998, p. 95).

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.163/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 23 februari 2005 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende instemming met het Verdrag inzake het merken van kneed- en bladspringstoffen ten behoeve van de opsporing ervan, gedaan te Montreal op 1 maart 1991", heeft op 16 maart 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bevoegdheid van de steller van de handeling

Krachtens artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 4°, en vijfde lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals het bij de bijzondere wet van 12 augustus 2003 hersteld is voor de eerste van die bepalingen en aangevuld is voor de tweede ervan, zijn de gewesten sinds 30 augustus 2003 bevoegd voor de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie, en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie evenals van producten en technologieën voor tweërlei gebruik, onverminderd de federale bevoegdheid inzake de in- en uitvoer met betrekking tot het leger en de politie en met naleving van de criteria vastgesteld in de Gedragscode van de Europese Unie op het stuk van de uitvoer van wapens ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Zie, omtrent de strekking van de gewestbevoegdheid, advies 35.701/VR/V dat de verenigde vakantiekamers van de Raad van State op 16 juli 2003 hebben gegeven over het ontwerp dat heeft geleid tot de bijzondere wet van 12 augustus 2003 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (Gedr. St., Senaat, GZ 2003, 3-89/1), alsook advies 36.630/1 dat de Raad van State op 16 maart 2004 heeft gegeven over een voorstel van decreet "houdende wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie" (Gedr. St., Vl. Parl., 2003-2004, nr. 1979/2); voor de rechtsleer wordt verwezen naar N. CRUTZEN, "Questions juridiques à propos de la régionalisation des licences d'armes", RBDC, 2003/2, blz. 101-123.

De federale overheid van haar kant is onder meer bevoegd voor het vaststellen van de productnormen (zie artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1°, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980) ⁽²⁾.

In het verdrag inzake het merken van kneed- en bladspringstoffen ten behoeve van de opsporing ervan, gedaan te Montreal op 1 maart 1991, waarmee de ontworpen ordonnantie instemming beoogt te verlenen, wordt elke Staat die partij is verzocht enerzijds de nodige en doeltreffende maatregelen te nemen om de vervaardiging van niet-gemerkte springstoffen op zijn grondgebied te verbieden en te voorkomen (artikel II) en anderzijds de nodige en doeltreffende maatregelen te nemen om het vervoer van niet-gemerkte springstoffen naar of vanuit zijn grondgebied te verbieden en te voorkomen (artikel III), alsook andere bijzondere maatregelen uit te vaardigen die verband houden met het toezicht op het bezit van niet-gemerkte springstoffen, het vernietigen van de bestaande voorraden en het voorkomen van het gebruik van die springstoffen voor doeleinden die in strijd zijn met de doelstellingen van het verdrag (artikel IV).

Bijgevolg is het genoemde verdrag, sinds de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 12 augustus 2003 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, een gemengd verdrag waarmee de federale wetgevende kamers en de gewestparlementen hun instemming moeten verlenen. Dat standpunt vindt men terug in de memorie van toelichting, in de bespreking van artikel 3 van het verdrag.

⁽²⁾ Volgens het Arbitragehof zijn productnormen "regels die op dwingende wijze bepalen aan welke eisen een product moet voldoen, bij het op de markt brengen, onder meer ter bescherming van het milieu. (...)" (Arbitragehof, arrest nr. 10/95 van 2 februari 1995, overweging B.1.3.).

Voorafgaand vormvereiste

Aangezien de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moet voorafgaan aan de bespreking binnen de Regering, is de akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 18 februari 2005 - de Regering heeft het voorontwerp van ordonnantie op 17 februari 2005 besproken - niet op rechtsgeldige wijze verkregen.

Bijzondere opmerkingen

1. Bij artikel V van het verdrag wordt een Internationale Technische Commissie inzake springstoffen opgericht, bestaande uit tenminste vijftien en ten hoogste negentien leden die door de Raad van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie worden benoemd onder de personen die werden voorgedragen door de Staten die Partij zijn bij dit verdrag; de leden van de Commissie zijn deskundigen die een rechtstreekse en aanzienlijke ervaring hebben op het gebied van de vervaardiging of de opsporing van, of het onderzoek naar, springstoffen.

Aangezien het verdrag waarmee moet worden ingestemd een gemengd verdrag is, zou België pas van die mogelijkheid om een deskundige voor te dragen gebruik kunnen maken nadat een samenwerkingsakkoord is gesloten tussen de federale Staat en de gewesten teneinde de nadere regels voor de aanwijzing van zulk een deskundige te bepalen.

2. Volgens de memorie van toelichting bij de ontworpen ordonnantie is de technische bijlage bij het verdrag al eens gewijzigd overeenkomstig de procedure van de artikelen VI en VII van het verdrag; die wijziging zou van kracht geworden zijn op 27 maart 2002 en zou tot doel hebben gehad ortho-Mononitrotoluene (o-MNT) uit de lijst met opsporingsmiddelen weg te laten.

Er moet ook instemming worden verleend met die wijziging en die wijziging moet bij het ontwerp van ordonnantie worden gevoegd.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

.../...

3.1. Artikel VII, 3, van het verdrag voorziet in een specifieke procedure om wijzigingen van de technische bijlage bij het verdrag goed te keuren : als er tegen een amendement dat is voorgesteld volgens de in de artikelen VI en VII van het verdrag bepaalde procedure geen bezwaar is gemaakt door vijf of meer verdragsluitende Staten door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Raad van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie binnen negentig dagen na kennisgeving ervan door de Raad, wordt dat amendement geacht te zijn aangenomen en wordt het ten aanzien van de Staten die er niet uitdrukkelijk bezwaar tegen hebben gemaakt van kracht honderd tachtig dagen daarna of na een in het voorgestelde amendement aangegeven ander tijdvak.

Voor het wijzigen van de technische bijlage voorzien die bepalingen dus in een procedure die ertoe kan leiden dat België gebonden is door een amendement zonder dat de wetgevende vergaderingen met dat amendement hebben ingestemd.

3.2. Er kan worden aangenomen dat de wetgevende vergaderingen, en dus het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, onder bepaalde voorwaarden vooraf hun instemming met een verdrag, of met een amendement erop, kunnen verlenen ⁽³⁾.

Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar is met artikel 167, § 3, van de Grondwet, is wel vereist dat het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest weet binnen welke grenzen ze wordt verleend ⁽⁴⁾.

In het onderhavige geval bevat de technische bijlage een beschrijving van de springstoffen waarop het verdrag betrekking heeft en van de stoffen die opsporingsmiddelen vormen in de zin van dat verdrag en bepalen de artikelen VI en VII hoe die bijlage kan worden geamendeerd, waarbij de Staten die partij zijn de mogelijkheid

⁽³⁾ Cass., 19 maart 1981, Arr. Cass. 1980-1981, blz. 808; J.T., 1982, blz. 565-567 en noot van J. VERHOEVEN.

⁽⁴⁾ Zie advies 37.900/VR dat de verenigde kamers van de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 25 januari 2005 hebben gegeven over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie «INTELSAT», aangenomen te Washington op 17 november 2000" en de talrijke aangehaalde verwijzingen.

behouden om de voorgestelde amendementen uitdrukkelijk te verwerpen. In dat geval zijn ze niet gebonden door de bepalingen van die voorgestelde amendementen. In die omstandigheden zou het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen worden verzocht om zijn voorafgaande instemming te betuigen met die latere amendementen.

Als het in de bedoeling ligt van de stellers van het ontwerp om instemming te verkrijgen met latere amendementen dan moet het voorontwerp worden aangevuld met een nieuwe bepaling die als volgt luidt :

"De amendementen op de technische bijlage bij het Verdrag, die zullen worden aangenomen met toepassing van artikel VII, 3, van het Verdrag, zonder dat België zich tegen de aanneming ervan verzet, zullen volkomen gevolg hebben".

3.3. De voorgaande opmerkingen doen niets af aan het feit dat het met toepassing van artikel VII, 3, van het verdrag mogelijk is dat in de technische bijlage wijzigingen worden aangebracht waarmee de wetgevende vergaderingen in voorkomend geval niet hun instemming kunnen betuigen.

Opdat het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de Regering kan meedelen dat het een bepaald amendement niet goedkeurt, zou het ontwerp moeten worden aangevuld met een bepaling waarin staat dat de Regering alle amendementen op de technische bijlage die zijn aangenomen volgens de procedure vervat in artikel VII, 3, binnen een gestelde termijn aan het Parlement moet meedelen, wat de Regering de mogelijkheid zal bieden om een standpunt omtrent een eventuele verwerping van het amendement in te nemen.

3.4. De voorafgaande instemming met de wijzigingen die volgens de onderzochte procedure in de technische bijlage zouden worden aangebracht - een instemming die uit de ontworpen ordonnantie zou volgen - houdt evenwel geen vrijstelling in van de verplichting die voortvloeit uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en

verordeningen, om die amendementen in het Belgisch Staatsblad bekend te maken opdat ze in het intern recht gevolg hebben.

Krachtens artikel 190 van de Grondwet is alleen de wetgever bevoegd om te bepalen in welke vorm wetten en verordeningen bekendgemaakt moeten worden willen ze verbindend zijn. Volgens het Hof van Cassatie is die bepaling van de Grondwet van overeenkomstige toepassing op internationale akten. Het Hof van Cassatie heeft immers geoordeeld dat Verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt ⁽⁵⁾.

Dat de amendementen niet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt, zou geen bezwaar hebben opgeleverd indien in het verdrag zelf, dat in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt, zou zijn bepaald in welke vorm die amendementen zullen worden bekendgemaakt ⁽⁶⁾.

Bijgevolg moeten de bepalingen van de toekomstige amendementen op de technische bijlage bij het verdrag in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

4. Er moet een Nederlandse vertaling van het verdrag worden bijgevoegd, aangezien er geen authentieke tekst in het Nederlands bestaat.

⁽⁵⁾ Cassatie, 11 december 1953, Arr. Verbr. 1954, blz. 252-253; voormeld arrest d.d. 19 maart 1981.

⁽⁶⁾ De regels uitgevaardigd door de organen van internationale instellingen kunnen in het interne recht immers verbindend worden gemaakt door bekendmaking ervan in het officiële bericht of publicatieblad dat door die instellingen wordt uitgegeven, door de uitwerking van bepalingen uit de verdragen die daarop betrekking hebben (B. Haubert en C. Debroux, "L'application du droit international par le juge administratif", APT, 1998, blz. 95).

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS